

BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 18 avril 2022

Chine continentale

Covid (ici)

Activité économique : les restrictions épidémiques ont déjà fortement affecté l'activité en mars

Mesures de soutien : les gouvernements locaux ont annoncé des mesures de soutien pour les entreprises visant à

éviter les licenciements

Shanghai : Directives pour la reprise de la production des entreprises prioritaires

Shanghai: Aides fiscales pour les entreprises touchées par le confinement

Shanghai : Synthèse des dispositifs d'aides adoptés au niveau national, par la municipalité de Shanghai et par les

districts pour accompagner les entreprises

Shanghai: publication de la liste blanche des entreprises de services essentiels pour la vie courante

Jiangsu : Suzhou lance 20 initiatives pour aider les entreprises face à la pandémie

Semi-conducteurs: baisse de la production de 4,2% au T1-2022 en raison de la pandémie

Climat des affaires : publication des résultats de sondages par la Chambre de Commerce japonaise à Shanghai et

de la Chambre de Commerce du Royaume-Uni en Chine

Conjoncture (ici)

Croissance : la Chine affiche une croissance de +4,8% au T1 2022

Inflation: au T1 2022, l'IPC croît modestement de +1,1% alors que l'IPP rebondit de +8,7%

Revenus des ménages : le revenu disponible moyen par habitant à l'échelle nationale augmente de 5,1%

Immobilier : accélération du ralentissement du marché immobilier au T1

Banque et finance (ici)

Politique monétaire : la PBoC annonce une baisse du ratio de réserves obligatoires (RRR) des institutions financières de 25 points de base, et a déjà transféré 600 Mds RMB au MOF au titre de sa contribution au budget pour l'année 2022, équivalent à une réduction complémentaire du RRR de 25 points de base

Banque : le gouvernement chinois encourage les petites et moyennes banques à réduire les taux d'intérêt sur les dépôts

Retraites : le Bureau général du Conseil des Affaires d'Etat a publié des Avis sur le développement des fonds de pension privés et des retraites individuelles

Marché boursier : performance du marché boursier chinois de la semaine du 18 avril

Echanges et politique commerciale (ici)

Investissements sortants : croissance des investissements directs sortants au T1

Forum de Bo'ao: discours d'ouverture du président Xi Jinping

Industrie et numérique (ici)

Luxe : les grands groupes français du luxe voient leurs chiffres d'affaires augmenter au T1 2022, tirés par le marché chinois

Semi-conducteurs: Tsinghua Holdings sera repris par la SASAC du Sichuan, puis par Sichuan Energy Industry Investment Group (SCEI)

Développement durable, énergie et transports (ici)

Energie: aucune hausse notable constatée des importations énergétiques en provenance de Russie depuis le début de la guerre en Ukraine, dans un contexte de hausse généralisée de la production domestique

Energie : annonce de la construction de 455GW de capacités d'énergies éolienne et solaire dans le désert de Gobi **Biodiversité :** inauguration officielle du premier jardin botanique national de Chine

Environnement : le ministère de l'Ecologie et de l'Environnement renforce le cadre réglementaire des évaluations d'impact environnemental et des permis de rejets de polluants

Aéronautique : le rapport préliminaire sur l'accident mortel du vol China Eastern MU5735 ne livre, à ce stade, aucune piste sur les causes du crash

Hong Kong et Macao (ici)

Hong Kong

Emploi : le taux de chômage atteint 5% en mars, au plus haut depuis juin 2021

Taux de change : le dollar hongkongais atteint son niveau le plus faible face au dollar US depuis octobre 2019 **Bourse :** le HSI s'orientait à la mi-journée du 22 avril vers sa plus forte contraction hebdomadaire depuis 6 semaines

Macao

Industrie du jeu : les revenus des casinos à Macao ont baissé de -24,8% à 2,2 Mds USD au 1^{er} trimestre 2022

Taiwan (ici)

Commerce : Taïwan est devenue la 16ème puissance commerciale en 2021

Bourse : les sociétés taïwanaises cotées enregistrent une hausse de leurs bénéfices à l'étranger **Industrie du cycle :** Giant est impacté par le disfonctionnement des chaînes d'approvisionnement **Semi-conducteurs :** TSMC lancera sa production de puces 3nm au second semestre comme prévu

Confinement à Shanghai : Quanta Computer reprend partiellement ses activités

Inflation : la compagnie nationale CPC affiche de lourdes pertes

Mongolie (ici)

Monnaie: tensions sur le marché de change, plafond imposé sur les transactions en devises.

Chine continentale

Covid

Activité économique : les restrictions épidémiques ont déjà fortement affecté l'activité en mars

Les restrictions visant à contenir la nouvelle vague épidémique (notamment dans les principales villes telles que Shanghai et Shenzhen) ont un impact économique sur l'offre, la demande et les investissements déjà fortement ressenti sur le mois de mars. Les chiffres du mois d'avril devraient, en outre, être significativement inférieurs.

La croissance de la production industrielle (en valeur ajoutée) fléchit à +5,0 % en g.a. en mars (contre +7,5 % en g.a. sur la période janvier-février), et s'élève à +6,5 % pour le T1. Ce fléchissement s'explique par le ralentissement des croissances de la production du secteur manufacturier (+4,4 % en g.a. en mars contre +7,3 % en g.a. sur les deux premiers mois) et la production et l'approvisionnement en électricité, en énergie thermique, en gaz et en eau (+4,6 % en g.a. en mars contre +6,8 % entre janvier et février). En revanche, la croissance de l'exploitation minière s'accélère à +12,2 % en g.a. en mars (contre+9,8 % sur les deux premiers mois), principalement en raison de l'exploitation du charbon (+16,7 % en g.a. en mars), et sous l'effet de la politique de « garantie de l'approvisionnement et stabilisation du prix » de l'énergie et des matières premières.

Les ventes au détail se contractent à -3,5 % en g.a. en mars (contre +6,7 % en g.a. entre janvier et février) pour enregistrer sur l'ensemble du T1 une augmentation de 3,3 %. Les restrictions liées au Covid ont notamment eu un impact sur les secteurs de la restauration (-16,4 % en g.a. en mars contre +8,9 % en g.a. entre janvier et février), du textile (-12,7 % en g.a. en mars contre +4,8 % sur les deux premiers mois) et de l'automobile (-7,5 % en mars contre +3,9 % entre janvier et février). La baisse de la consommation de l'or, l'argent et les bijoux (-17,9 % en g.a. en mars contre +19,5 % en g.a. sur les deux premiers mois) serait plutôt liée à l'effet de base élevé pendant le nouvel an chinois. Hors secteur automobile, les ventes au détail se contractent de -3,0 % en g.a. en mars et augmentent de +3,6 % au T1 2022.

La croissance des investissements bruts en capital fixe ralentit à +9,3 % en g.a. au T1 (contre +12,2 % en g.a. sur les deux premiers mois). En détail, au T1, les croissances des investissements manufacturiers et des investissements immobiliers s'élèvent à +15,6 % en g.a. (contre +20,9 % entre janvier et février) et +0,7 % en g.a. (contre +3,7 % sur les deux premiers mois). Les investissements en infrastructures progressent quant à eux de +8,5 % en g.a. au T1 (contre +8,1 % sur la période janvier-février).

Au T1 2022, les nouveaux emplois créés dans les zones urbaines ont <u>atteint</u> 2,85M (contre 2,97M au T1 2021). Pour rappel, l'objectif fixé lors des *Lianghui* pour 2022 s'élève à 11M. Alors qu'au T1, <u>le taux de chômage urbain</u> moyen est de 5,5%, ce dernier rebondit nettement pour le mois de mars à 5,8% (contre 5,5% en février). Au T1, le taux de chômage pour la population détenant le *hukou* correspondant à leur lieu de travail est de 5,6 %. Le taux de chômage sur le segment des 16-24 ans rebondit à un niveau élevé de 16% (contre 5,2% pour les 25-59).

Nota Bene : le chiffre de création de nouveaux emplois ne permet pas d'appréhender la situation réelle du marché du travail, en particulier en raison de la méthodologie statistique utilisée, qui ne considère qu'un échantillon de

zones urbaines. En outre, le taux de chômage urbain ne reflète pas parfaitement le marché du travail, n'intégrant qu'imparfaitement les données relatives aux travailleurs migrants, qui jouent le rôle de variable d'ajustement du marché du travail.

Mesures de soutien : les gouvernements locaux ont annoncé des mesures de soutien pour les entreprises visant à éviter les licenciements

A la suite de la réunion du Conseil des affaires d'Etat du 6 avril, les administrations aux niveaux des provinces et des villes ont fait écho à l'appel du gouvernement central et mettent en œuvre des mesures visant à limiter le chômage :

Shanghai	Subventions à la formation professionnelle (cf. infra)				
	Grandes entreprises : remboursement de 30% de la cotisation à l'assurance-chômage si l'entreprise limite les licenciements				
Shenzhen	TPE-PME : remboursement de 90% de la cotisation à l'assurance-chômage si l'entreprise limite les licenciements				
	Toutes entreprises : subvention de 500 RMB/personne si moins de 5% du personnel a été licencié depuis janvier (maximum par entreprise : 200 000 RMB)				
Jiangxi	TPE-PME : remboursement de 90% de la cotisation à l'assurance-chômage si l'entreprise limite les licenciements				
Hohhot	TPE-PME : subvention de 500 RMB par employé pour les recrutements en 2022, après 6 mois de cotisation à la sécurité sociale.				
Suzhou	TPE-PME : remboursement de 90% de la cotisation à l'assurance-chômage si l'entreprise limite les licenciements				
Tianjin	Grandes entreprises : remboursement de 30% de la cotisation à l'assurance-chômage si l'entreprise limite les licenciements				
riarijiri	TPE-PME : remboursement de 90% de la cotisation à l'assurance-chômage si l'entreprise limite les licenciements				
Hefei	Toutes entreprises : 2000 RMB de subventions par personne aux entreprises limitant les licenciements. Cette subvention est de 500 000 RMB au maximum par entreprise.				
	Grandes entreprises : remboursement de 30% de la cotisation à l'assurance-chômage si l'entreprise limite les licenciements				
Sichuan	TPE-PME : remboursement de 90% de la cotisation à l'assurance-chômage si l'entreprise limite les licenciements; si elles recrutent des nouveaux diplômés au chômage depuis plus de six mois, subventions de 1000 RMB/personne				
Shandong	TPE-PME : remboursement de 90% de la cotisation à l'assurance-chômage si l'entreprise limite les licenciements				

Shanghai : Synthèse des dispositifs d'aides adoptés au niveau national, par la municipalité de Shanghai et par les districts pour accompagner les entreprises

La Commission du Commerce de la municipalité de Shanghai a publié une liste récapitulative des différentes mesures (cf. lien infra), existantes ou nouvelles, adoptées à tous les niveaux de gouvernement (ministères, municipalité de Shanghai, districts) pour aider les entreprises à affronter les conséquences économiques de la crise sanitaire. Parmi ces dispositions, certaines concernent le problème urgent de la réduction de la charge financière pesant sur la trésorerie des PME (reports de charges, impôts ou cotisations sociales ; réduction des loyers pour les entreprises dont les bailleurs sont des entreprises publiques), l'ensemble couvrant un vaste champ de politiques publiques : fiscalité, subventions aux PME et microentreprises, logistique, assurance export, approvisionnement en électricité, propriété intellectuelle, ressources humaines, sécurité sociale, formation professionnelle.

Source:

【关注】应对新冠肺炎疫情国家、上海市及各区支持企业政策汇总(2022.4.17) (qq.com)

Shanghai : Directives pour la reprise de la production des entreprises prioritaires

Le 19 avril, le gouvernement de Shanghai a publié et mis en œuvre un « Plan de travail pour maintenir les fonctions des entreprises clefs » et des « Directives pour la reprise des activités et de la production des entreprises de Shanghai ». Shanghai a établi une « liste blanche » de 666 entreprises prioritaires, dont 40% sont liées au secteur automobile, afin d'initier la reprise de la production. Les directives demandent aux autorités locales de 1/ soutenir la reprise du travail et de la production ; 2/ assurer les mécanismes de prévention et de contrôle ; 3/ fournir des outils de prévention médicale et les biens nécessaires à la vie quotidienne. Pour être autorisées à reprendre la production, les entreprises doivent fonctionner en circuit fermé et assumer la responsabilité de la santé et la sécurité de leurs employés. Les directives prévoient notamment que les entreprises mettent en place un zonage au sein des usines et que des tests quotidiens de dépistage du covid-19 soient réalisés.

Pour autant, la situation logistique ne devrait pas permettre une reprise rapide. Le 18 avril, une téléconférence nationale sur la logistique des chaines d'approvisionnement de l'industrie s'est tenue à Pékin. La conférence a fait mention de la nécessité de mettre en place des pass nationaux unifiés et la reconnaissance des tests PCR à l'échelle nationale pour les chauffeurs de camions. Le vice-maire de Shanghai WU Qing a indiqué que dans le delta Yangtsé, une attention particulière serait portée à la reprise des entreprises et leurs fournisseurs.

Les commentateurs tablent sur une reprise de la production automobile à Shanghai qui serait comprise entre 50% d'ici un mois et 60% d'ici début mai pour les scénarios optimistes. Fonctionnant souvent en flux tendus, les entreprises automobiles sont en outre fortement impactées par les arrêts de production en amont de leurs chaines de valeur, qui entravent la reprise de leurs activités. Ces retards de livraison impactent également la production dans d'autres provinces, où les usines sont dépendantes de pièces fabriquées à Shanghai. Pour mémoire, selon les estimations du service économique, en début de semaine la majorité des usines de construction automobile de Shanghai étaient à l'arrêt et les équipementiers automobiles opéraient en circuit fermé à des niveaux de production situés entre 20% et 50% de la normale. On notera que les médias comparent à la situation de Wuhan en 2020, où deux semaines avaient suffi après la publication de la liste blanche pour revenir à une production normale.

Sources:

上海发布工业企业复工复产疫情防控指引--健康·生活--人民网 (people.com.cn)

上海建立重点企业"白名单"制度 启动实施复工复产 _光明网 (gmw.cn) 复工企业"白名单"发了,然后呢? (qq.com)

Shanghai : Aides fiscales pour les entreprises touchées par le confinement

Les mesures de confinement prolongées mises en œuvre à Shanghai dans le cadre de la politique zéro covid ont fragilisé les entreprises, en particulier les PME, plus vulnérables aux perturbations. Le 29 mars, le gouvernement municipal de Shanghai a publié 21 mesures pour aider les entreprises les plus touchées (cf. brèves hebdomadaire du 4 avril) : réductions d'impôts et de taxes, aides financières, réductions de loyers pour les petites entreprises louant des biens appartenant à l'État, mesures visant spécifiquement les restaurants, les commerces de détail, les agences de voyage et les sites touristiques, le secteur des transports et l'industrie des expositions, entre autres. Le service fiscal municipal de Shanghai a publié un certain nombre de directives de mise en œuvre de ces 21 mesures, la plupart étant toutefois des mécanismes existants dont la date de validité a été prolongée.

Remises d'impôts sur le crédit de TVA, dans le but de fournir un soutien de trésorerie aux entreprises et de promouvoir la consommation et l'investissement : A partir du 1^{er} avril, Le remboursement intégral du crédit de TVA incrémentiel sur une base mensuelle, auparavant réservé aux entreprises de l'industrie manufacturière avancée, est désormais accessible aux PME de tout secteur et aux entreprises qualifiées de six secteurs (Fabrication / Recherche scientifique / Électricité, chaleur, gaz et approvisionnement en eau / Logiciels et services informatiques / Protection de l'environnement et gouvernance environnementale / Services de transport, de stockage et de livraison). D'après *China Briefing*, les remboursements devraient être achevés d'ici la fin de l'année et environ 1 500 mds de RMB devraient être consacrés à cette mesure.

<u>Exemption de TVA pour les petits contribuables</u>: du 1^{er} avril 2022 au 31 décembre 2022, les petits contribuables soumis à un taux de prélèvement de 3 % seront exemptés du paiement ou du prépaiement de la TVA, et le revenu des ventes imposables réalisées avant le 31 mars 2022 sera taxé à un taux réduit de 1 % au lieu de 3 %.

Réduction de l'impôt sur les sociétés (CIT) pour les petites entreprises et entreprises à faibles bénéfices (SLPE) : Tous les types de SLPE en Chine, y compris les petites filiales d'entreprises multinationales étrangères, peuvent bénéficier de ces réductions. Les taux de réduction suivront le schéma suivant :

- 20 % sur 12,5 % du montant du revenu imposable pour la partie n'excédant pas 1 million de RMB.
- 20 % sur 25 % du montant du revenu imposable pour la partie supérieure à 1 million de RMB mais inférieure à 3 millions de RMB

Par conséquent, pour le montant du revenu imposable d'une SLPE jusqu'à 1 million de RMB, un taux de CIT effectif de 2,5 % s'appliquera; pour la partie du revenu imposable comprise entre 1 million et 3 millions de RMB, un taux de CIT effectif de 5 % s'appliquera.

<u>Déduction avant impôt sur les dépenses de R&D pour les PME technologiques</u>: depuis le 1^{er} janvier 2022, si les dépenses de R&D des ETI ne constituent pas des actifs incorporels et sont incluses dans le compte de résultat sur la base des déductions réelles, un montant supplémentaire équivalent à 100% de ces dépenses de R&D peut être déduit du montant du revenu imposable. Si les dépenses de R&D constituent des actifs incorporels, elles peuvent être amorties avant l'impôt sur les sociétés à hauteur de 200 % du coût réel de ces actifs incorporels.

<u>Augmentation de la déduction de l'impôt sur les sociétés (CIT) pour les achats de nouveaux équipements et instruments pour les MPME</u> : les MPME qui achètent des équipements et des instruments avec une période d'amortissement minimale de trois ans auront droit à une déduction unique des coûts d'achat totaux du revenu

imposable. Les MPME qui achètent des équipements et des instruments avec une période d'amortissement minimale de quatre, cinq ou dix ans peuvent déduire 50 % des coûts d'achat totaux du revenu imposable, les 50 % restants étant déduits pendant la période d'amortissement restante. Les pertes résultant de l'application de ce dispositif peuvent être reportées sur les cinq années fiscales suivantes pour être déduites du revenu imposable.

Élargissement du champ d'application de la politique "six taxes et deux frais" aux SLPE et aux travailleurs indépendants : Introduite pour la première fois en 2019 afin d'alléger la charge fiscale des petits assujettis à la TVA, cette politique permet aux gouvernements provinciaux de réduire les "six taxes et deux frais" dans la limite de 50 % du montant de la taxe. Cette politique est désormais disponible pour les SLPE et les travailleurs indépendants, en plus des petits contribuables. Les "six taxes" sont les suivantes : taxes sur les ressources, la construction et l'entretien urbains, la propriété, l'utilisation des terres urbaines et communales, le droit de timbre (à l'exclusion du droit de timbre sur les opérations sur valeurs mobilières), et l'occupation des terres agricoles. Les "deux frais" concernent l'éducation.

<u>Prolongation de la politique de report d'impôt pour les MPME du secteur manufacturier</u> : le 28 février 2022, une extension des politiques de report d'impôt pour les MPME du secteur manufacturier a été annoncée. Les dispositions permettant aux MPME du secteur manufacturier de différer le paiement de certaines taxes pour le quatrième trimestre de 2021, seront prolongées de six mois en plus des trois mois initiaux.

<u>Prolongation des déductions supplémentaires de TVA pour l'industrie des services de la vie courante</u> : d'abord mise en œuvre pour la période du 1^{er} octobre 2019 au 31 décembre 2021, cette disposition a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2022. Les déductions supplémentaires de TVA dans ces industries continueront à être appliquées à hauteur de 15 %, sur la base de la période actuelle de TVA. Pour bénéficier de ces aides, les contribuables doivent être engagés dans des services relevant de six catégories : services culturels et sportifs ; éducatifs et médicaux ; tourisme et divertissement ; restauration et hébergement ; services de première nécessité ; services de la vie courante.

<u>Prolongation de la période de dépôt des déclarations fiscales</u>: la date limite de dépôt des déclarations de revenus en mars 2022 avait été reportée du 15 mars 2022 au 31 mars 2022. Pour les entreprises touchées par la pandémie, des prolongations sont acceptés pour remplir les déclarations de revenus et pour payer les impôts (jusqu'à 3 mois), avec exemption des pénalités administratives pour le délai. Cette mesure sera en vigueur jusqu'à la levée des mesures de confinement à Shanghai.

Réduction et exonération de l'impôt foncier et de la taxe d'utilisation des terrains urbains et communaux pour les entreprises en difficulté: les entreprises dont les biens et les terrains sont réquisitionnés par le gouvernement ou qui réduisent ou exonèrent volontairement le loyer de leurs locataires peuvent bénéficier d'une réduction ou d'une exonération de l'impôt foncier et de la taxe d'utilisation des sols urbains et communaux en cas de difficultés de paiement. Cette mesure est effective jusqu'à trois mois après la fin de la vague actuelle de COVID-19 à Shanghai.

<u>Suspension du paiement anticipé de la TVA des entreprises de transport aérien et ferroviaire</u>: le paiement anticipé de la TVA par les entreprises de transport aérien et ferroviaire sera suspendu pendant la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022.

<u>Autres mesures</u>: Lors d'une conférence de presse tenue le 22 avril, il a été annoncé que les PME et entrepreneurs individuels louant des locaux d'État seront exemptés de loyer pendant six mois pour l'année 2022 si elles peuvent montrer les preuves des impacts de la pandémie sur leurs activités.

Sources:

https://www.china-briefing.com/news/what-tax-incentives-can-businesses-enjoy-under-the-shanghai-

lockdown/

http://www.chinatax.gov.cn/chinatax/n359/c5173850/content.html

http://www.chinatax.gov.cn/chinatax/n364/c5173254/content.html

http://www.chinatax.gov.cn/chinatax/n810341/n810825/c101434/c22674374/content.html

http://www.chinatax.gov.cn/chinatax/n362/c5163255/content.html

http://www.chinatax.gov.cn/chinatax/n362/c5173677/content.html

https://www.jfdaily.com/news/detail?id=476053

Shanghai: publication de la liste blanche des entreprises de « services essentiels pour la vie courante »

Shanghai a récemment publié une nouvelle liste blanche de 1070 entreprises de services essentiels pour la vie courante, tel que les commerces de détails, les centres de livraison, les commerces électroniques, la restauration, et le médical. Pour faire partie de cette liste, les entreprises doivent soumettre une demande à la Commission de l'économie et des technologies de l'information du district, mais seules les entreprises impliquées dans les produits de première nécessité et d'urgence, la prévention des épidémies et les médicaments seront approuvées.

Source: https://c.kdcer.com/shanghai-enterprise/#/

Jiangsu: Suzhou lance 20 initiatives pour aider les entreprises face à la pandémie

Le 13 avril, la ville de Suzhou a annoncé 20 mesures d'allègement pour les entreprises touchées par la crise sanitaire. Ces mesures comprennent notamment des réductions d'impôts et de coûts, des avantages financiers et une garantie pour l'emploi. S'agissant des réductions d'impôts et de taxes, Suzhou a mis en place des allégements fiscaux pour de nombreuses catégories d'acteurs de l'industrie des services, pour un montant estimé à plus de 50 milliards de RMB. Des réductions ou exemption de loyers seront accordées pendant 6 mois aux locataires de bâtiments appartenant à l'État. En ce qui concerne la réduction ou le report du paiement des cotisations de sécurité sociale et pour le fonds de prévoyance, des factures d'eau, d'électricité et de gaz, Suzhou met en place un paquet de mesures pour un montant estimé à 10 milliards de RMB. Dans le même temps, les institutions financières sont encouragées à adapter leurs mécanismes de financement pour soutenir l'activité économique. L'ensemble de ces dispositifs devrait apporter à l'économie un soutien de plus de 70 milliards de RMB.

Source: (The paper)

Semi-conducteurs : baisse de la production de 4,2 % au T1-2022 en raison de la pandémie

Selon les chiffres du Bureau national des statistiques, la production de circuits intégrés a diminué de <u>4,2 %</u> en g.a. en T1 2022, s'élevant à 80,7 Mds d'unités. Elle a diminué de <u>5,1 % en mars</u>.

Les restrictions sanitaires et le confinement à Shanghai, qui a vu l'arrêt de la plupart des usines mais des <u>fortes</u> <u>perturbations logistiques</u>, ont également fortement affecté la production de semi-conducteurs. Shanghai en étant un centre important abritant les principales usines mais est aussi connecté à l'écosystème entier et les zones de Kunshan et Suzhou (Jiangsu) qui abritent plusieurs usines d'assemblage (Luxshare, Wiston, Foxonn,...). Les plus grands fabricants chinois de puces, comme SMIC et Huahong sont quant à elles situées dans le parc high-tech Zhangjiang (district de Pudong). Huahong a par exemple adopté un modèle de circuit fermé, et indique que 6 000 employés travaillent et vivent dans l'usine de Shanghai. L'ensemble de la chaîne de valeur est affecté (matériaux semi-conducteurs, équipements... en raison des difficultés logistiques). SMIC et Huahong figurent sur la liste des 666 entreprises exemptes des restrictions (*voir par ailleurs*).

Par ailleurs, sur la partie *design* de puces, HiSilicon, filiale de Huawei, a enregistré une très <u>forte diminution de son chiffre d'affaires</u>:-81 % en 2021 (de 8,2 Mds USD en 2020, à 1,5 Md USD en 2021) de son placement sur l'entity list du Département du Commerce.

Climat des affaires : publication des résultats de sondages par la Chambre de Commerce japonaise à Shanghai et de la Chambre de Commerce du Royaume-Uni en Chine

Le 15 avril, la Chambre de Commerce japonaise à Shanghai a publié les résultats d'un sondage effectué auprès de ses membres (9-12 avril), traitant des conséquences du confinement de Shanghai ; la ville compte 11 000 entreprises japonaises et près de 40 000 ressortissants de l'archipel.

Le rapport est accompagné d'une <u>lettre</u> du Consul général à l'attention de la municipalité de Shanghai. Ce dernier y félicite les autorités chinoises pour leur détermination dans la lutte contre l'épidémie, mais fait état des préoccupations soulevées par les entreprises japonaises dans le sondage de la Chambre : 1. perturbations logistiques en conséquence des mesures sanitaires ; 2. difficultés à payer les employés et fournisseurs, pour des raisons administratives et financières ; 3. problèmes de planification des opérations à cause du manque de transparence sur la durée et la nature des mesures sanitaires ; 4. perte de parts de marché au profit d'entreprises situées en dehors de la ville (et du pays). **Le Consul mentionne que certaines entreprises ont commencé à relocaliser leur production.**

Dans le <u>communiqué</u> joint à la publication du sondage, la Chambre appelle la municipalité de Shanghai à considérer, au nom de « toutes les entreprises japonaises contribuant à l'économie chinoise », la mise en place de mesures d'allègement des mesures sanitaires pour que les entreprises puissent reprendre leurs activités normales au plus vite.

53 entreprises ont répondu au <u>sondage</u>; leurs réponses sont <u>ici</u> (*en japonais*); ne figurent que leur secteur et le lieu d'implantation :

Logistique:

- 40 entreprises accusent la suspension totale de la logistique au sein de Shanghai. 8 disent pouvoir maintenir une partie de leurs activités. Les problèmes soulevés sont le manque de livreurs à Shanghai et l'interruption des chaines logistiques extérieures à la ville.
- 36 accusent la suspension totale de la logistique dans les villes chinoises autres que Shanghai. 11 maintiennent la logistique de leurs opérations grâce à l'obtention de permissions, mais soulèvent la difficulté de les obtenir. La pénurie de chauffeurs routiers serait causée par les obligations de tests PCR et quarantaines lors du déplacement entre provinces.

- 17 accusent une suspension totale de la logistique internationale. Une partie de la logistique encaisse des retards, et cela pénalise l'activité économique. La logistique internationale est touchée par une pénurie de la main d'œuvre dans les ports, et pourraient être compromise si la situation devait se poursuivre.
- 10 entreprises disent avoir eu des problèmes à se déplacer dans la ville malgré l'obtention d'une autorisation préalable.
- Alors que l'année fiscale commence en mars-avril pour de nombreuses entreprises japonaises, ces dernières doivent procéder à des changements de personnel entre le Japon et la Chine. 14 entreprises répondent ne pas pouvoir procéder à ces changements ; 12 d'entre elles disent ne pas parvenir à faire partir leurs employés de Shanghai.

Activité économique et vie quotidienne :

- 50 entreprises sont passées au télétravail. Cela pose problème car diverses activités ne peuvent pas être effectuées à distance, et certaines entreprises soulèvent devoir garder leurs employés sur leur lieu de travail.
- 18 entreprises mentionnent avoir suspendu les opérations de leurs usines. 4 entreprises répondent poursuivre les activités dans les usines en faisant dormir les employés sur place.
- 14 entreprises mentionnent des problèmes à se procurer des vivres.

Divers:

- Du fait de la fermeture des banques, le paiement de la rémunération des employés est compliquée pour les cas nécessitant des documents tamponnés.
- Certaines entreprises doivent faire livrer des vivres à leurs employés n'arrivant pas à en obtenir.
- Ne sachant pas jusqu'à quand le confinement se poursuivra, des entreprises sont dans l'incapacité de donner une date de livraison à leurs clients.
- A cause de l'arrêt des opérations causées par le confinement, des entreprises ont commencé à perdre des parts de marché contre des producteurs situés « ailleurs ».
- La prolongation des confinements et l'impossibilité d'en voir la fin « rend la situation sévère d'un point de vue psychologique ».

Le 21 avril, la Chambre de Commerce du Royaume-Uni en Chine a également publié un <u>rapport</u> sur l'impact de la pandémie sur l'activité des entreprises britanniques en Chine. Dans le sondage réalisé par la Chambre, 74 % des entreprises britanniques interrogées déclarent que l'épidémie a eu un grave impact sur leur activité et leur trésorerie. En conséquence de l'épidémie, les entreprises soulèvent également la difficulté à attirer et retenir les talents étrangers (69 %), un chiffre d'affaires estimé à la baisse (55 %), une difficulté à développer leur activité (54 %), des perturbations de leurs chaînes d'approvisionnement (51 %), ainsi qu'une réduction ou un retardement de leurs investissements (49 %). La moitié des entreprises sondées déclarent être insatisfaites par les réglementations jugées peu claires sur les mesures de confinement et de tests.

Conjoncture

Croissance: la Chine affiche une croissance de +4,8% au T1 2022

Nota Bene: Tous les taux de croissance sont donnés en glissement annuel (g.a.), sauf indication contraire. Le taux de croissance du PIB et de ses composantes est calculé à prix constants (croissance réelle). Le taux de croissance de la valeur ajoutée industrielle et de ses composantes est calculé à des prix constants (croissance réelle). Sauf indication contraire, les autres indicateurs sont calculés à prix courants et les taux de croissance sont exprimés en termes nominaux. Le BNS publie normalement des données économiques sur une base mensuelle. Néanmoins, il combine le bimestre de janvier et février en une seule unité, pour lisser les irrégularités liées aux congés du nouvel an chinois.

Le Bureau national des statistiques a <u>publié</u> le 18 avril 2022 les chiffres préliminaires pour la croissance du PIB au premier trimestre 2022. Au T1 2022, la Chine a enregistré un taux de croissance trimestriel de son PIB de +4,8% en g.a. (portant le PIB à 27 018 Mds RMB à prix constants), en rebond par rapport au T4 2021 (+4%), mais contre +18,3% au T1 2021. Ce taux est supérieur aux prévisions de marché ((+4,6% WSJ; +4,3% Bloomberg), alors même que la plus importante recrudescence épidémique intervenue en deux ans sur le territoire national a affecté les activités des entreprises et pesé sur la consommation des ménages. En g.t., le PIB a crû de +1,3% (contre +1,6% en g.t. au T4 2021). Les prévisions sur la croissance annuelle du PIB en 2022 s'élèvent en moyenne à 4,8% (dont 5,1% pour l'OCDE, 4,4% pour la FMI et 5% pour la Banque asiatique de développement), pour un objectif affirmé lors des *Lianghui* de 5,5%. En détail, au T1 2022, les secteurs primaire, secondaire et tertiaire enregistrent une croissance à +6%; +5,8% et +4% respectivement.

Inflation: au T1 2022, l'IPC croît modestement de +1,1% alors que l'IPP rebondit de +8,7%

Au T1 2022, l'IPC <u>augmente</u> de 1,1% en g.a. (contre 0% en g.a. au T1 2021). L'IPP augmente quant à lui de 8,7% en g.a. (contre +2,1% en g.a. au T1 2021). L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) a augmenté de +1,2%.

Revenus des ménages : le revenu disponible moyen par habitant à l'échelle nationale augmente de 5,1%

Au T1 2021, le revenu disponible moyen par habitant à l'échelle nationale (calculé par sondage) <u>augmente</u> de 5,1% (croissance réelle), pour s'établir à 10 345 RMB (1623 USD – il s'agit d'un stock de revenu disponible à date du sondage). En particulier, il augmente de +4,2% pour les habitants urbains (13 832 RMB soit 2 170 USD), et de +6,3% pour les habitants ruraux (5 778 RMB soit 906), en croissance réelle. Le revenu disponible médian par habitant à l'échelle nationale augmente de +6,1% (croissance nominale), pour s'établir à 8504 RMB (1334 USD).

Immobilier : accélération du ralentissement du marché immobilier au T1

Au T1 2022, la croissance des <u>investissements immobiliers</u> ralentit à +0.7% (contre +3.7% sur le bimestre janvier-février), En particulier, les investissements immobiliers résidentiels augmentent aussi de +0.7% (contre +3.7% en g.a. sur la période janvier-février).

S'agissant des <u>ventes immobilières</u>, en termes de superficie vendue, leur chute s'accélère à -13,8% en g.a. (contre -9,6% en g.a. sur la période janvier-février) avec en particulier une chute de -18,6% pour les ventes de logements

résidentiels. En termes de chiffre d'affaires, elles plongent de -22,7% en g.a. (contre -19,3% sur la période janvier-février), avec une chute pour les ventes de logements résidentiels de - 25,6%.

En mars, en glissement mensuel, <u>les prix des logements anciens</u> dans les principales villes chinoises (Pékin, Shanghai, Shenzhen et Canton) enregistrent un rebond à +0,4% (contre +0,5 % en février). Dans les 31 villes de rang 2 et les 35 villes de rang 3, les contractions des prix des logements anciens s'établissent respectivement à -0,1% et -0,3% en g.m. (contre -0,3 % et -0,4 % en février). En mars, en glissement annuel, <u>les prix des logements anciens</u> dans les principales villes chinoises (Pékin, Shanghai, Shenzhen et Canton) enregistrent une croissance ralentie à +2,8% (contre +3,5 % en février), alors que dans les 31 villes de rang 2, les prix des logements anciens enregistrent une augmentation de +0,3 %, les prix dans les 35 villes de rang 3 baissent de -1,9 % en g.a.

Depuis 2022, le NBS <u>fournit</u> un nouvel indicateur relatif aux sources de financement des promoteurs immobiliers, qui confirme la poursuite de leurs difficultés à se financer. Au T1 2022, les fonds dont disposaient les promoteurs immobiliers s'élèvent à 3 816 Mds RMB, en baisse de 19,6 % en g.a. Ces fonds comprennent : les prêts octroyés par les institutions financières chinoises (552 Mds RMB, en baisse de 23,5 % en g.a.), les prêts hypothécaires (i.e. les prêts contractés par les ménages pour l'achat de biens immobiliers, directement transmis par les banques aux promoteurs pour financer leurs projets, à hauteur de 637 Mds RMB, en baisse de 18,8 %); les fonds levés sur les marchés chinois (dont émissions d'obligations et actions, à hauteur de 1 240 Mds RMB, en baisse de 4,8 %) ; les dépôts et recettes perçues de manière anticipée (1 225 Mds RMB, en baisse de 31 %) et les fonds provenant de capitaux étrangers (probablement prêts et obligations offshore, à hauteur de 1 Md RMB, en baisse de 7,8 %).

Banque et finance

Politique monétaire : la PBoC annonce une baisse du ratio de réserves obligatoires (RRR) des institutions financières de 25 points de base, et a déjà transféré 600 Mds RMB au MOF au titre de sa contribution au budget pour l'année 2022, équivalent à une réduction complémentaire du RRR de 25 points de base

Le 15 avril, la PBoC a <u>annoncé</u> officiellement une réduction du ratio de réserves obligatoires (RRR) des institutions financières de 25 points de base, entrant en vigueur le 25 avril. Elle contribuera à une injection de liquidités de long terme de 530 Mds RMB (77 Mds USD) dans le système financier, et à abaisser les coûts de financement des institutions financières d'environ 6,5 Mds RMB (1 Md USD) par an. La mesure avait été évoquée par le Premier ministre Li Keqiang lors de la réunion du Conseil des Affaires d'Etat le 13 avril. Elle vise à soutenir l'économie réelle, en réduisant le coût de financement des entreprises, notamment des MPME (Micro, Petites et Moyennes entreprises), ainsi que les secteurs de l'agriculture et les zones rurales. La réduction ne s'appliquera pas aux institutions déjà soumises à un RRR de 5%. Selon le communiqué de la PBoC, après la réduction, le RRR moyen pondéré des institutions financières chinoises tombera à 8,1%, contre 8,4% au moment de la précédente réduction du RRR le 6 décembre 2021 (réduction de 50 pdb).

En outre, la PBoC a accéléré le processus de transferts du solde de ses bénéfices au profit du Ministère des Finances, ces fonds devant alimenter le budget pour l'exercice 2022 (substitution aux réductions d'impôts et transferts du gouvernement central aux gouvernements locaux). Selon Xinhua, au 15 avril, la PBoC avait déjà transféré 600 Mds RMB (93 Mds USD), montant qui équivaudrait à une réduction du RRR de 25 points de base. Sur l'ensemble de l'année 2022, la PBoC s'est engagée à transférer un montant total de 1100 Mds RMB (170 Mds USD).

Pour rappel, dans un contexte de ralentissement conjoncturel, les autorités multiplient les mesures de soutien depuis fin 2021, se concentrant sur une politique de soutien à l'offre. La PBoC a néanmoins indiqué dans son communiqué qu'elle « s'abstiendrai de déployer un déluge de mesures de relance » (refrain from a deluge of strong stimulus policies).

Banque : le gouvernement chinois encourage les petites et moyennes banques à réduire les taux d'intérêt sur les dépôts

Le Comité en charge du « Mécanisme d'autodiscipline pour la fixation des taux d'intérêt du marché » (Market interest rate pricing self-discipline mechanism, créé en septembre 2013, composé d'institutions financières, et supervisé par la banque centrale), a récemment conseillé aux petites et moyennes banques d'abaisser leur limite supérieure pour les taux d'intérêt sur les dépôts de 10 points de base.

La réduction n'est pas obligatoire, mais les banques qui procéderont à l'ajustement gagneront probablement des points dans l'évaluation macroprudentielle de la Banque centrale, où celle-ci examine aussi les performances des banques. Cette proposition intervient alors que Pékin exige que les banques réduisent les coûts d'emprunt des entreprises afin d'amortir l'impact de la pandémie de Covid-19, qui fait pression sur les finances des prêteurs. Or, l'année dernière, les petites et moyennes banques ont signalé une baisse de leur marge nette d'intérêts (NIM, qui correspond à la différence entre les revenus d'intérêts et les dépenses d'intérêts): les NIM des banques commerciales urbaines et des banques commerciales rurales diminuent respectivement à 1,91% et 2,32% à fin 2021 (contre 2,00% et 2,49% à fin 2020). Malgré l'intention louable d'alléger les coûts des petites et moyennes

banques, une telle manœuvre pourrait peser sur leur attractivité, et alimenter une dynamique de retrait des dépôts de leur clientèle : elles proposent en effet des taux de rémunération sur les dépôts bancaires généralement supérieurs à ceux offerts par les grandes banques commerciales.

Pour mémoire, en octobre 2015, la banque centrale a assoupli les contrôles administratifs sur les taux d'intérêt sur les dépôts, les banques commerciales pouvant désormais déterminer de manière indépendante les taux d'intérêt sur les dépôts sur la base des taux de dépôts de référence (à noter que ceux-ci n'ont pas changé depuis 2015). En juin 2021, la méthode de fixation des plafonds de taux d'intérêt sur les dépôts des banques commerciales est passée de l'ancien régime de « taux d'intérêt de référence*multiple » à un régime de « taux d'intérêt de référence + points de base ». Les points de base sont plafonnés en fonction des types de banques commerciales.

Retraites : le Bureau général du Conseil des Affaires d'Etat a publié des Avis sur le développement des fonds de pension privés et des retraites individuelles

Le 21 avril, le Bureau général du Conseil des Affaires d'Etat a officiellement <u>publié</u> les « Avis visant à promouvoir le développement des retraites individuelles », qui avaient été soumis pour approbation le 8 avril. Les avis annoncent le lancement d'un programme de fonds de pension privés, visant à promouvoir la construction d'un système de retraites « à plusieurs niveaux et à plusieurs piliers », et à répondre aux besoins croissants de la population en matière de retraite.

Selon les modalités détaillées dans les Avis, les travailleurs employés urbains et ruraux qui participent au régime national de retraite de base sont éligibles à participer à ce nouveau système de retraite individuelle. Le système reposera sur des « comptes personnels de prévoyance », qui seront alimentés par les cotisations des participants dans une limite maximale annuelle de 12 000 RMB (1860 USD), et bénéficieront de conditions fiscales préférentielles. Le ministère des Ressources humaines et de la Sécurité sociale et le ministère des Finances pourront à terme ajuster cette limite. Ces comptes seront ouverts auprès de banques commerciales mais gérés par l'intermédiaire d'une « plateforme de services de gestion des informations personnels sur les retraites ». Les fonds cotisés seront investis sur les marchés financiers, par des institutions financières qui répondent aux exigences réglementaires. Enfin, les participants qui auront atteint l'âge de percevoir leur retraite (selon le régime national de base) pourront également percevoir leur allocation retraite personnelle sur une base mensuelle ou ponctuelle. Le système sera testé dans certaines villes pendant un an avant d'être plus largement mis en œuvre.

Ces annonces s'inscrivent dans la volonté de longue date des autorités de réformer le système national de retraite, rappelée dans la 14ème Plan Quinquennal (2021-2025). Les mesures visent notamment à libérer l'épargne des ménages et à orienter les fonds au profit du développement des marchés financiers. A ce titre, en avril 2021 lors du Forum de Boao (cf. Brèves du SER de Pékin du 19 avril 2021), le sous-gouverneur de la PBoC LI Bo avait mis en exergue la nécessité de moderniser le système de retraite. Il avait indiqué que la mise en place d'un système de capitalisation permettrait d'optimiser la structure de l'épargne chinoise, investie essentiellement sous forme de dépôts bancaire ou dans l'immobilier. LI Bo considérait qu'une partie de l'épargne chinoise pourrait ainsi être mobilisée, via des régimes de capitalisation, au profit d'investissements de long terme en capitaux propres, caractérisés par une pénurie chronique.

Pour mémoire, l'actuel système des pensions chinois s'appuie fortement sur l'État et les employeurs. Il se compose de trois éléments : 1. l'assurance retraite élémentaire gérée par le gouvernement qui en constitue la principale

partie ; 2. les rentes d'entreprises, qui sont de nature complémentaire et par construction peu homogènes ; 3. des éléments de capitalisation (constitués par de l'épargne individuelle volontaire et des produits d'assurance-vie) qui n'en représentent qu'une partie trop faible et qui méritent d'être développés. Selon une étude Towers Willis Watson <u>citée</u> par le Financial Times, en 2020, la Chine disposait de 285 Mds USD d'actifs liés au régime de retraite, équivalent à seulement 2 % du PIB chinois. En comparaison, aux États-Unis et au Royaume-Uni, le total des actifs de retraite représente respectivement 135 % et 157 % du PIB.

Marché boursier : performance du marché boursier chinois de la semaine du 18 avril

Cette semaine, à la suite de la publication d'une série d'indicateurs conjoncturels reflétant une poursuite du ralentissement économique au T1, l'affaissement des attentes des investisseurs sur les perspectives économiques a engendré la plongée du marché boursier.

	CSI 300	SSE	SZSE	ChiNext	STAR Market 50
Entre le 18 avril et le 22 avril	-4,2%	-2,6%	-3,1%	-4,2%	0,3%
Depuis le 1er janvier 2022	-18,8%	-14,0%	-24,0%	-29,1%	-30,2%

Les capitalisations boursières de la bourse de Shanghai, de Shenzhen et de Beijing ont perdu respectivement de 1764 Mds RMB, 1406 Mds RMB et 4,2 Mds RMB.

Echanges et politique commerciale

Investissements sortants: croissance des investissements directs sortants au T1

Le 21 avril, le ministère chinois du Commerce (MOFCOM) a <u>publié</u> les chiffres des investissements directs sortants chinois au premier trimestre 2022. Selon le MOFCOM, les investissements chinois sortants ont enregistré une croissance de 7,9 % à 34,3 Mds USD sur les trois premiers mois 2022 par rapport à l'année précédente.

Les investissements directs sortants non-financiers vers les pays liés à l'initiative de Nouvelles Routes de la Soie (BRI) ont enregistré une croissance de 19 % au T1, à 5,3 Mds USD. Les investissements dans le secteur de la grande distribution ont cru de 36,3 % (à 5,5 Mds USD); ceux du secteur industriel de 13,3 % (à 4,4 Mds USD).

Forum de Bo'ao : discours d'ouverture du président Xi Jinping

Le président Xi Jinping a donné un<u>discours</u> par vidéo à l'occasion du forum 2022 de Bo'ao¹, qui a cette année pour thème « *The World in Covid-19 & Beyond: Working Together for Global Development and Shared Future* ».

- ➤ Sur le contexte géopolitique : le président Xi a souligné l'importance de maintenir la stabilité des chaînes industrielles et d'approvisionnement mondiales, tout en évitant les « graves retombées négatives » des politiques de certains pays. Le président Xi a insisté sur l'opposition chinoise à l'hégémonisme et la « confrontation par bloc ». Afin de promouvoir la paix mondiale, la Chine proposerait une initiative pour la sécurité mondiale (Global Security Initiative) en rejetant la « mentalité de guerre froide » et « l'unilatéralisme » ; cette initiative s'opposerait également au recours « inconsidéré » aux sanctions « unilatérales » et à l'application judiciaire extraterritoriale. Le président a également largement mis en avant le concept de « sécurité indivisible » . Le département d'Etat américain <u>a critiqué</u> le fait que la Chine reprenne le concept du Kremlin.
- ➤ Sur la coopération asiatique : le président Xi a mis l'accent sur l'unité en rappelant l'entrée en vigueur du Partenariat économique régional global (RCEP) et l'ouverture au trafic de la voie ferroviaire Chine Laos. Il a également réitéré que la position chinoise pour le développement de l'Asie est de cimenter la centralité de l'ASEAN dans l'architecture régionale et maintenir un ordre équilibrant les intérêts de toutes les parties.
- Sur l'ouverture de la Chine: engagement à l'extension du catalogue des investissements directs étrangers encouragés. Des mesures seraient prises pour développer les zones pilotes de libre-échange et le port de libre-échange de Hainan. En plus de « mettre en œuvre le RCEP », la Chine s'efforcera de conclure des ALE avec davantage de pays et régions, et cherchera « activement » à rejoindre l'accord de partenariat transpacifique (CPTPP) et l'accord de partenariat sur l'économie numérique (DEPA).

¹ Le forum de Bo'ao pour l'Asie (BFA) est une organisation internationale lancée conjointement par 29 États. La conférence annuelle du BFA se déroule à Bo'ao, Hainan. L'objectif initial du BFA était de promouvoir l'intégration économique à travers le continent asiatique. Sa mission est désormais de mettre en commun les « énergies positives » pour le développement de l'Asie et du monde.

Industrie et numérique

Luxe : les grands groupes français du luxe voient leurs chiffres d'affaires augmenter au T1 2022, tirés par le marché chinois

Les groupes LVMH et Hermès ont enregistré une forte hausse des ventes au T1 2022. D'après leurs rapports, ils ont respectivement enregistré 18 Mds EUR (+29% en g.a.) et 2,8 Mds EUR (+33% en g.a.) à l'échelle mondiale. Le marché asiatique a fortement contribué à cette croissance : hors Japon, il a contribué à 37% des ventes de LVMH et 25,7% des ventes d'Hermès (soit 1,7 Md EUR)².

Cette croissance apparaît néanmoins moins forte qu'à la même période en 2021, en raison de l'impact des restrictions sanitaires début 2022 : pour LVMH, le chiffre d'affaires issu du marché asiatique (hors Japon) a augmenté de 8%, contre +86% en 2021 à la même période, (fermeture de 15% à 25% des points de ventes en Chine). Fin mars 2022, Hermès a notamment ouvert son premier magasin à Zhengzhou (Henan), qui a connu une forte affluence.

En 2021, selon les <u>données publiées</u> par Bain & Company, les ventes de produits de luxe en Chine continentale ont augmenté de 36 % pour atteindre 471 Mds CNY (67 Mds EUR); soit plus du double des ventes avant l'épidémie (234 Mds CNY soit 33 Mds EUR en 2019). Cette tendance semble appelée à se poursuivre; Bain & Company estimant que la Chine deviendrait le plus grand marché du luxe au monde d'ici 2025. La maroquinerie, qui représente 60 % des ventes, est la catégorie qui connaît la plus forte croissance. A noter toutefois un ralentissement des ventes de biens de luxe <u>au second semestre 2021</u>, en raison de la pandémie et de la campagne de régulation à l'égard des influenceurs en ligne (e-commerce).

De manière générale, cette hausse des ventes dans le secteur du luxe s'explique <u>en partie</u> par la croissance des points de vente en *duty free*, dont le développement est encouragé. Par exemple, les ventes de biens de luxes dans les points de vente en *duty free* à Hainan ont crû de 85 % en 2021 (60 Mds CNY soit 8,6 Mds EUR) après une croissance de 122 % en 2020 – notamment en raison de l'impossibilité pour les consommateurs chinois de se rendre à l'étranger. En 2021, ces points de vente représentent 13 % du marché des produits de luxe, contre 9 % en 2020 et 6 % avant 2020. The Economist Intelligence Unit prévoit ainsi que les ventes en *duty free* quadrupleront d'ici 2025. En outre, le marché du luxe semble bénéficier d'un phénomène de spéculation, de nombreux consommateurs faisant l'acquisition de certains produits en espérant une augmentation de leur valeur future alors que les marques ont récemment annoncé des aumgentation de prix.

Semi-conducteurs : Tsinghua Holdings sera repris par la SASAC du Sichuan, puis par Sichuan Energy Industry Investment Group (SCEI)

Tsinghua Holdings, détenu jusqu'à présent à 100 % par l'université de Tsinghua, <u>sera repris</u> par l'Administration de supervision des actifs d'Etat (SASAC) du Sichuan, qui cèdera dans un deuxième temps Tsinghua Holdings à l'entreprise publique Sichuan Energy Industry Investment Group (SCEI). Fin 2021, il était prévu que le transfert se fasse directement de l'université de Tsinghua à SCEI.

² N.B.: les données pour la seule Chine ne figurent pas sur les rapports financiers.

Né en 2003 de la fusion de 29 opérations commerciales détenues par l'université de Tsinghua, Tsinghua Holdings est un véhicule d'investissement spécialisé dans les hautes technologies, dont la microélectronique, environnement, santé; mais aussi les services à l'innovation; la finance à destination des sciences et technologies; ainsi que les industries créatives et l'éducation en ligne.

Tsinghua Holdings détenait notamment 51% des parts de Tsinghua Unigroup, désigné par Pékin comme « champion national » pour les semi-conducteurs, et considéré comme l'une de ses principales filiales. Tsinghua Unigroup est notamment actif dans le *design* de puces et la fabrication de puces mémoires (filiale YMTC). Cependant, Tsinghua Unigroup, qui faisait face à des <u>difficultés financières notoires</u> et faisait l'objet d'une demande de restructuration depuis juillet 2021 (*voir brèves du 12 juillet 2021*), avait été repris par Beijing Jianguang Asset Management (JAC Capital) et Wise Road pour 60 Mds CNY (8,5 Mds EUR) et ne sera donc pas inclus dans les actifs repris par la SASAC du Sichuan.

Cette restructuration capitalistique s'inscrit dans une volonté d'inciter les universités à se défaire de leurs véhicules d'investissements – les activités éducatives et commerciales des universités avaient fait l'objet d'une séparation au début des années 2000.

Développement durable, énergie et transports

Energie: aucune hausse notable constatée des importations énergétiques en provenance de Russie depuis le début de la guerre en Ukraine, dans un contexte de hausse généralisée de la production domestique

La production nationale de charbon est en nette hausse au premier trimestre (+13% en glissement annuel), particulièrement au mois de mars (+16% en g.a., production quotidienne de 12,8 Mt), dans un contexte où Pékin a enjoint les mines de charbon à accroître leurs opérations pour assurer un approvisionnement stable du marché, les autorités faisant de la sécurité énergétique une priorité absolue depuis la crise énergétique de l'année dernière, et plus récemment depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine. Cette tendance devrait se poursuivre en 2022 alors que la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) a fixé l'objectif d'une production quotidienne de 12,6 Mt, prévoyant pour cette année une hausse de la capacité de production de 300 Mt grâce à l'ouverture de nouvelles mines et l'augmentation de la capacité de celles existantes. Du côté des importations, celles-ci sont en baisse de 24% ce trimestre par rapport au T1 2021, notamment parce que les températures clémentes et la hausse de la production domestique ont réduit les besoins en charbon thermique. L'Indonésie, la Russie et l'Australie restent les principaux fournisseurs de la Chine (l'embargo sur le charbon australien, toujours effectif, s'est assoupli dans les faits depuis la pénurie énergétique de septembre 2021, avec le dédouanement de cargos retenus dans les ports chinois). En particulier, les importations en provenance de Russie sont globalement en baisse de 5% au T1 2022 et 31% au mois de mars. Celles de charbon à coke russe (charbon de meilleure qualité utilisé pour la production d'acier, pour lequel la Chine dépend encore de l'étranger) ont en revanche atteint 1,4 Mt en mars (soit 45% du charbon importé de Russie ce mois-ci), contre 550 000t un an auparavant, les acheteurs chinois ayant profité de prix réduits sur le combustible (pour rappel un embargo européen sur le charbon russe a été annoncé début avril et sera effectif début août). Par ailleurs, une étude australienne parue cette semaine montre que les importations chinoises de charbon pourraient diminuer de façon significative dans les trois prochaines années, d'une part parce que la Chine a investi dans des projets majeurs de fret ferroviaire permettant de transporter le charbon à coke entre les principaux sites de production et de consommation, d'autre part grâce à une utilisation accrue de l'acier recyclé.

Concernant le gaz naturel, la production nationale a augmenté de 7% au T1 tandis que les importations ont diminué de 6%. Dans le détail, les importations sous forme liquéfiée ont diminué de 12% (principaux fournisseurs : Australie, Qatar, Russie, Etats-Unis), alors que celles sous forme gazeuse ont augmenté de 7% (principaux fournisseurs en 2021 : Turkménistan, Russie et Kazakhstan). En valeur, les importations de gaz ont en revanche bondi de 64% par rapport au T1 2021, en lien avec l'explosion des prix du gaz sur le marché mondial qui explique d'ailleurs la baisse des importations chinoises de GNL. Aucune hausse notable des importations de GNL russe n'a été observée en mars après le déclenchement du conflit en Ukraine (+0,5%). Les importations via les gazoducs russes n'ont pas encore été rendus publiques pour le T1, bien que l'on sache déjà que la capacité de *Power of Siberia* devrait <u>augmenter</u> cette année de 4 Mds de m3 pour atteindre 14-15 Mds de m3 (avec *in fine* 38 Mds de m3 prévus pour 2025).

Enfin concernant le <u>pétrole brut</u>, la production nationale a augmenté de 4% au T1. Parallèlement, les importations ont baissé de 8%, là aussi principalement en raison de la <u>flambée mondiale des cours</u>. L'Arabie Saoudite, la Russie et l'Irak restent les trois premiers fournisseurs de la Chine ce trimestre. En particulier, les importations en provenance de Russie sont en baisse de 11% au T1 et de 14% en mars. Dans un climat d'incertitudes, de difficultés de paiement et de risques de sanctions, les principales entreprises d'Etat chinoises du secteur pétrolier semblent en effet se tenir en retrait des hydrocarbures russes (*voir brèves du SER de Pékin*, <u>semaine du 11 avril</u>). Si certains

raffineurs indépendants continuent à contractualiser des livraisons de pétrole russe à prix réduits pour les prochains mois, leurs <u>quotas d'importation</u> ont néanmoins été réduits pour 2022.

Sources: douanes chinoises, Bureau national des statistiques

Energie : annonce de la construction de 455GW de capacités d'énergies éolienne et solaire dans le désert de Gobi

En octobre 2021, lors de la première séquence de la CoP 15 de Kunming, le président XI avait déjà <u>annoncé</u> la construction de capacités solaires et éoliennes dans les zones désertiques, notamment le désert de Gobi avec un premier lot de 100 GW de capacités (voir <u>Brèves du SER de Pékin, semaine du 11 octobre 2021</u>). Depuis la NEA et la NDRC ont fourni des <u>précisions</u> sur la construction de ces bases renouvelables dans le désert de Gobi, dont la capacité devrait atteindre 455 GW.

Sur les 455 GW annoncés, 60% seront des capacités solaires et 40 % des capacités éoliennes. La construction sera échelonnée, avec l'installation de 200 GW d'ici 2025 complétée par 255 GW entre 2026 et 2030. L'énergie produite a principalement vocation à être exportée vers d'autres provinces, puisque 70% est voué à des transmissions sur de longues distances, les 30% restants étant dédiés à une consommation locale. Pour rappel, la Chine souhaite faciliter les échanges d'énergie entre provinces (voir <u>Brèves du SER de Pékin, semaine du 07 février 2022</u>).

Pour rappel, en 2021, les capacités éoliennes et solaires chinoises atteignaient 635 GW. Ce projet viendra donc abonder à l'objectif de 1200 GW d'ici 2030, qui sera, selon les acteurs du marché, probablement dépassé.

Biodiversité : inauguration officielle du premier jardin botanique national de Chine

Le premier jardin botanique national de Chine <u>a été officiellement inauguré</u> le 18 avril à Pékin, comptant une superficie totale d'environ 600 hectares. La création de ce jardin se fonde sur la fusion et l'aménagement de l'ancien Institut de recherche botanique de l'Académie chinoise des sciences et l'ancien jardin botanique de Pékin. Le jardin botanique compte dans son ensemble plus de 30 000 espèces de plantes représentatives, notamment de provenance indigène ou de zones tempérées de l'hémisphère Nord, ainsi que des plantes rares et menacées. Seront mise en place par la suite 20 zones à thème spécifique, 7 zones de présentation phylogénétique des espèces végétales et une zone de conservation de plantes indigènes.

Annoncée lors du Sommet des dirigeants de la COP15 par Xi Jinping, la construction d'un réseau de jardins botaniques nationaux est prévue en première étape à Pékin et à Guangzhou et devrait couvrir *in fine* plus de 85% de plantes sauvages indigènes de Chine et toutes les espèces végétales sauvages protégées sur son territoire. Le projet de Pékin s'est ensuite vu <u>approuvé</u> par le Conseil des Affaires de l'Etat en décembre dernier et a été mené conjointement par la NFGA, le ministère du Logement et du Développement urbain-rural (MoHURD), l'Académie chinoise des sciences et le gouvernement municipal de Pékin.

Environnement : le ministère de l'Ecologie et de l'Environnement renforce le cadre réglementaire des évaluations d'impact environnemental et des permis de rejets de polluants

Le ministère de l'Ecologie et de l'Environnement (MEE) a récemment publié un <u>plan d'implémentation</u> en vue d'améliorer la mise place de l'évaluation d'impact environnemental (EIE) et le permis de rejets de polluants au cours de la période du 14^e plan quinquennal (2021-2025). Le porte-parole du MEE <u>a expliqué</u> que ce plan

constitue un guide opérationnel qui permet de concrétiser le calendrier fixé par le 14^e plan. L'EIE, en tant que levier principal de prévention des pollutions à la source, et le permis de rejets de polluants, en tant qu'outil de surveillance des sources fixes de pollution, sont présentés comme des piliers de la mise en œuvre de ce plan.

Parallèlement, le ministère a révisé deux guides techniques pour l'EIE, respectivement sur <u>l'impact écologique</u> et <u>l'environnement acoustique</u>. La révision du premier <u>vise</u> essentiellement à aligner l'ancienne version de 2011 sur les lois et directives publiées ces dernières années, notamment la <u>loi</u> sur la protection du fleuve Yangtsé du 26 décembre 2020, la <u>loi</u> sur la protection des zones humides du 24 décembre 2021 et la <u>directive</u> du Conseil des Affaires de l'Etat sur le renforcement de la protection de la biodiversité publiée en octobre 2021. Le guide sur l'environnement acoustique, quant à lui, permet de normaliser et d'orienter les évaluations d'impact sur la pollution sonore des projets de construction.

Si l'EIE a été introduite en Chine <u>depuis</u> déjà quatre décennies et fait l'objet d'une réglementation assez mature (<u>loi</u> du 28 octobre 2002 sur l'évaluation des incidences sur l'environnement), la normalisation du permis de rejets de polluants s'avère relativement récente avec l'entrée en vigueur le 1^{er} mars 2021 du <u>règlement</u> sur la gestion des permis de rejets de polluants. Le MEE <u>fait</u> également savoir, dans la directive sur le renforcement de la réglementation des permis de rejets de polluants publiée en fin mars dernier, qu'il vise à établir d'ici 2025 une couverture exhaustive pour l'inspection des permis de rejets.

Aéronautique : le rapport préliminaire sur l'accident mortel du vol China Eastern MU5735 ne livre, à ce stade, aucune piste sur les causes du crash

L'Administration de l'aviation civile de Chine (CAAC) <u>a annoncé</u> avoir la transmission à l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) du rapport préliminaire sur l'accident du vol MU5735 de China Eastern du 21 mars dernier. Pour mémoire, l'appareil Boeing 737-800, qui reliait les villes de Kunming et Canton et volait à son altitude de croisière à 29 000 pieds, a effectué une chute en piqué à grande vitesse pour finir par s'écraser à 14h22 sur une colline près de la ville de Wuzhou, dans la région autonome du Guangxi. Aucune des 132 personnes à bord (dont 9 membre d'équipage) n'a survécu (voir *Brèves du SER de Pékin*, <u>semaine du 21 au 25 mars</u>). Ce rapport préliminaire de la CAAC n'a pas été rendu public. Conformément à l'annexe 13 « Enquêtes sur les accidents et incidents d'aviation » de la Convention de Chicago, la Chine a usé de son droit de conserver confidentiel ce rapport préliminaire, qui doit être établi trente jours après les faits. Les rapports intermédiaires et le rapport final, attendus pour les mois prochains, feront l'objet de communications publiques.

A ce stade, la CAAC se borne à rappeler les faits connus mais précise toutefois que les enquêteurs n'ont relevé aucune anomalie en matière de qualification de l'équipage et du personnel navigant. L'appareil ne présentait pas non plus d'irrégularité en matière de maintenance, ni d'historique de pannes ou d'incidents ; son certificat de navigabilité était valide. Ce vol de China Eastern ne transportait aucune matière dangereuse. Les équipements de navigation et de surveillance n'ont rien observé d'anormal au début du vol. Enfin, les conditions météorologiques étaient correctes. Les investigations viseront le décodage des deux boites noires de la firme américaine Honeywell. Le bureau enquêtes et accidents des Etats-Unis (NTSB) est impliqué et s'emploie à extraire les informations de la boite noire, fortement endommagée par l'accident, ayant enregistré les conversations dans le cockpit. Depuis le 17 avril, China Eastern remet graduellement en service ses appareils Boeing 737-800. Le groupe et ses filiales (Shanghai Airlines, China United Airlines et China Eastern Airlines Yunnan) compte à ce jour 223 avions de cette gamme. Tous ces appareils avaient été cloués au sol à la suite de l'accident. Retour au sommaire (ici)

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Emploi : le taux de chômage atteint 5% en mars, au plus haut depuis juin 2021

Le taux de chômage a augmenté de 0,5% au cours du trimestre glissant janvier - mars 2022, atteignant 5%, après une deuxième hausse mensuelle consécutive (+0,6% au cours de la période décembre 2021 - février 2022). Il atteint ainsi son niveau le plus élevé depuis 9 mois, sous l'effet de l'accélération de la circulation épidémique à Hong Kong au cours du 1^{er} trimestre et du renforcement des mesures de distanciation sociale mises en œuvre par le gouvernement (fermeture de nombreux commerces, horaires réduits pour les restaurants et incitation au télétravail notamment). Le secteur du commerce de l'hôtellerie et de la restauration (14,4-% des emplois à Hong Kong au T4-2021) est le plus touché avec une hausse de 1,8% du taux de chômage au cours de la période pour atteindre 8,9% en janvier - mars 2022, suivi par celui de la construction (9% des emplois à Hong Kong au T4-2021), en hausse de 1,6% (8% en janvier - mars 2022). La hausse du taux de chômage est moins marquée dans les secteurs de la finance, de l'assurance et des services immobiliers (23,2% de l'emploi total) avec une augmentation de +0,1% en janvier - mars 2022, atteignant 2,9%, ainsi que dans l'import/export et le secteur de la vente en gros (+0,1% à 3,9%), un secteur représentant 8,5 % des emplois à Hong Kong. La population active totale continue de diminuer, avec une baisse de 2,3% en g.a, (3,8 millions d'actifs recensés) après -1,4% en g.a au cours du trimestre glissant précédent.

Taux de change : le dollar hongkongais atteint son niveau le plus faible face au dollar US depuis octobre 2019

Le dollar hongkongais s'échangeait le 22 avril à un taux de 7,8447 HKD pour 1 USD, soit son niveau le plus bas depuis octobre 2019, ce qui pourrait déclencher une intervention de change de la HKMA dans les prochains jours en cas de franchissement de la borne haute de l'intervalle de fluctuation du HKD face au dollar US (7,75-7,85 USD/HKD), afin de soutenir le dollar hongkongais (vente de dollar US, achat de dollar hongkongais).

Cette contraction du dollar hongkongais face au dollar US fait suite à la hausse du différentiel de taux interbancaires en USD et HKD (US Libor 1 mois vs. Hibor 1 mois à respectivement 0,6% et 0,2%) en raison de la remontée attendue des taux directeurs de la réserve fédérale américaine, rendant le dollar hongkongais moins attractif face au dollar US. Le taux Hibor 1 mois se trouve généralement à des niveaux proches de l'US Libor 1 mois mais le niveau actuellement élevé de liquidités au sein du système bancaire hongkongais, dans un contexte de resserrement monétaire aux Etats-Unis conduit à cette divergence entre les taux interbancaires des deux économies.

Bourse : le HSI s'oriente à la mi-journée du 22 avril vers sa plus forte contraction hebdomadaire depuis 6 semaines

A la mi-journée du 22 avril, les actions cotées à Hong Kong s'orientaient vers une 4ème journée de baisse consécutive (-0,8% en séance pour le HSI, -4,7% de baisse cumulée sur la semaine), à leur niveau le plus bas depuis 5 semaines sous l'effet notamment de la déception du marché suite aux annonces du soutien modeste apporté par la PBOC à l'économie chinoise (baisse de 0,25% du ratio de réserves obligatoires appliqué aux banques commerciales, soit la plus faible réduction du ratio de réserves obligatoire par la PBOC).

La bourse de Hong Kong connait depuis le 3ème trimestre 2021 une chute du nombre d'introductions en bourse (-10% pour les fonds levés par IPO en 2021), qui s'est poursuivie au 1er trimestre 2022 avec une baisse de 90% des fonds levés en glissement annuel. La plateforme de contenus en ligne chinoise Zhihu, également cotée au NASDAQ, a par ailleurs vu son cours se contracter de 22,5% à la mi-journée du 22 avril lors de sa première séance de cotation à la bourse de Hong Kong après une IPO réalisée le 14 avril.

Retour au sommaire (ici)

Macao

Industrie du jeu : les revenus des casinos à Macao ont baissé de -24,8% à 2,2 Mds USD au 1er trimestre 2022

Les revenus des casinos à Macao reculent de -24,8% à 2,2 Mds USD au 1^{er} trimestre 2022 par rapport au 1er trimestre 2021. Les revenus des jeux VIP ont diminué de 47% (598 M USD) et les jeux de masse de 10,8% (1,6 Mds USD) en g.a, et marquent un recul également de 1,2% et de 9% respectivement par rapport au 4^{ème} trimestre 2021.

La part du secteur VIP dans les revenus des jeux est en diminution constante depuis 10 ans, suite à la campagne anti-corruption lancée en 2012, passant de 69,4% en 2012 à 46,2% en 2019. Cette part a encore chuté en 2022 à 27% au 1^{er} trimestre sous l'effet du durcissement du cadre réglementaire à l'égard des *junkets* (agents spécialisés dans le recrutement et le financement de joueurs pour les parties VIP) confirmé dans la loi sur les casinos qui encadrera le renouvellement des licences. Le nombre de *junkets* a chuté à 46 en janvier 2022, contre 85 en 2021.

La reprise épidémique en Chine depuis janvier a également limité le nombre de visiteurs à Macao. Les visiteurs chinois (à l'exception de certaines villes en Chine touchées par l'épidémie) sont actuellement exemptés de quarantaine mais doivent toujours présenter un test COVID-19 négatif de moins de 7 jours pour les arrivées par avion et de moins de 48H pour les arrivées en provenance de la ville frontalière de Zhuhai depuis le 20 avril 2022.

Taïwan

Commerce : Taïwan est devenue la 16ème puissance commerciale en 2021

Selon les statistiques de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), <u>Taïwan est devenue la 16ème puissance commerciale en 2021</u>, progressant d'une place par rapport au classement de 2020. Ses exportations ont progressé de 29% pour atteindre 446 Mds USD. Taïwan est ainsi le 16ème exportateur mondial avec une part de marché de 2%. Au niveau des importations, l'augmentation en g.a. est encore plus marquée (+33%) avec un montant de 381 Mds USD, soit le 17ème rang mondial, pour une part de marché de 1,7%. Il s'agit de la meilleure performance du commerce extérieur taïwanais depuis 2006. Par ailleurs, le MOEA a récemment annoncé que les commandes export avaient augmenté en mars 2022, pour le 25ème mois consécutif, de 16,8% à 62,6 Mds USD en glissement annuel. Cette progression résulte principalement de l'industrie des TIC : produits électroniques (20,8 Mds USD, soit +31,7% par rapport à mars 2021) et télécommunication (17,3 Mds USD, +23,3%), ceux-ci ayant contribué à 60% du total. Cette hausse des commandes provient principalement des Etats-Unis (29,6% du total; +18,9%), de Chine et Hongkong (24,8%; +9,1%), d'Europe (19,1%; +20,1%), d'ASEAN (10,8%; +27,3%) et du Japon (4,6%; +3,8%).

Bourse : les sociétés taïwanaises cotées enregistrent une hausse de leurs bénéfices à l'étranger

Selon les statistiques récemment publiées par l'autorité de régulation du marché financier (Financial Supervisory Commission), <u>les investissements à l'étranger des sociétés taïwanaises cotées à la bourse de Taipei ont généré, en 2021, un montant total de bénéfices de 1 269 Mds TWD (43,6 Mds USD)</u>. Ce montant progresse de 638 Mds TWD (près de 20 Mds EUR) par rapport à 2020 et atteint son niveau le plus élevé depuis dix ans. Les compagnies maritimes qui ont bénéficié de l'envolée des tarifs du fret, arrivent en tête avec des bénéfices s'élevant à 427 Mds TWD (13 Mds EUR), contre 50 Mds TWD (1,5 Mds EUR) en 2020. Arrivent en deuxième position les entreprises de l'industrie des composants électroniques (163 Mds TWD (5 Mds EUR); +30%) et des semi-conducteurs (106 Mds TWD (3 Mds EUR); +135%). Le montant cumulé des investissements à l'étranger des sociétés taïwanaises cotées à la bourse atteint 7 152 Mds TWD (223 Mds EUR) fin 2021. Quant aux investissements en Chine, le montant des bénéfices s'établit à 552 Mds TWD (17 Mds EUR, +23,8% en g. a.). Il s'agit essentiellement des fabricants de produits électroniques (174 Mds TWD (5 Mds EUR); +30%), de semi-conducteurs (51 Mds TWD (1,5 Mds EUR); +47%) et de produits plastiques (39 Mds TWD (1,2 Mds EUR); +85%).

Industrie du cycle : Giant est impacté par le disfonctionnement des chaînes d'approvisionnement

Giant a généré un chiffre d'affaires de 2,8 Mds USD, en 2021, soutenu par la forte demande de vélos électriques (31% des ventes aujourd'hui et qui pourrait atteindre 40% au cours des trois prochaines années). Néanmoins, la présidente du groupe, Mme Bonnie TU, a indiqué que <u>l'approvisionnement en pièces détachées avait été fortement perturbé par les mesures de confinement</u> résultant de la crise sanitaire. Le leader mondial du secteur rencontre ainsi des difficultés à satisfaire une demande en forte hausse. Le temps d'attente pour la livraison des composants peut atteindre six mois (voire deux ans pour certaines pièces), contre un ou deux mois avant la pandémie. Suite à l'adoption de nouvelles mesures de confinement à Shanghai, Giant a dû temporairement fermer quatre sites à Kunshan (sur cinq que le groupe compte en Chine et qui assure avec 3,5 M de vélos plus de 50% de sa production). Le groupe qui cherche également à diversifier sa production – à Taïwan, aux Pays-Bas et en Hongrie, envisage un démarrage de production fin 2022 au Vietnam. Ce nouveau site doit lui permettre de bénéficier pleinement de l'accord de libre-échange conclu avec l'UE qui représente 40% des ventes du groupe.

Semi-conducteurs: TSMC lancera sa production de puces 3nm au second semestre comme prévu

TSMC serait sur la bonne voie pour passer à l'étape de la production de masse <u>de puces 3 nm</u> dès le second semestre 2022 et lancer une nouvelle génération en 2025 de puces 2 nm GAA (gate-all-around). <u>Au premier trimestre 2022</u>, le fondeur taiwanais a vu son chiffre d'affaires augmenter de +12,1% par rapport au T4 2021 - pour atteindre plus de 491 Mds TWD (17,5 Mds USD) - et de +35,5% en glissement annuel. Ses résultats ont été boostés par la demande du secteur automobile et des applications liées au calcul de haute performance. Au T1 2022, les procédés les plus avancés (≤7 nm) représentent 50% des revenus du groupe. D'un point de vue géographique, ces derniers proviennent majoritairement des clients basés en Amérique du Nord (64%), puis de l'Asie-Pacifique (15%), de Chine (11%), de la zone Europe Moyen-Orient Afrique (5%) et du Japon (5%). Le groupe a annoncé un CAPEX de 9,3 Mds USD au cours du premier trimestre. Seule ombre au tableau, TSMC serait confronté, depuis le début de l'année, à des retards de livraison d'équipements et travaillerait avec ses fournisseurs pour identifier <u>les puces critiques</u> qui affecteraient la livraison des outils en question.

Confinement à Shanghai : Quanta Computer reprend partiellement ses activités

Le groupe taiwanais <u>Quanta Computer</u> a <u>repris partiellement le travail</u> sur deux de ses huit sites de production situés dans le district de Songjiang à Shanghai, et responsables notamment de la production d'ordinateurs portables de la marque Apple et de pièces électroniques pour Tesla. Cette reprise concerne à ce stade environ 2000 employés sur 40 000. Le personnel présent sur site, sort de 14 jours de quarantaine, travaille en circuit fermé et est testé quotidiennement. Le groupe envisage une reprise du travail de 15% de sa main d'œuvre au 22 avril. La Financial Supervisory Commission (FSC) avait annoncé le 11 avril dernier <u>que 161 groupes taiwanais</u> étaient touchés par le confinement à Shanghai et Kunshan. Pour mémoire, Shanghai représente, avec 28,3 Mds USD, 14,2% du stock d'investissement taiwanais en Chine (<u>198,7 Mds USD</u> en février <u>2022</u>), derrière la province du Guangdong (17,4%) et du Jiangsu (31,2%).

Inflation : la compagnie nationale CPC affiche de lourdes pertes

L'entreprise publique CPC, qui importe du pétrole et du gaz naturel à Taiwan, <u>a accumulé de lourdes pertes depuis la fin 2021</u> (30,5 Mds TWD au T1 soit environ 970 M euros), coincé entre la hausse du prix de l'énergie (Taiwan est dépendante à 98% des importations) et le gel des prix instauré par le gouvernement pour préserver le pouvoir d'achat des consommateurs. Le nouveau chairman du groupe, LEE Shun-chin, a indiqué que ces pertes risquaient de doubler d'ici la fin du mois d'avril. Seule la hausse des prix permettrait au groupe de redresser son bilan et de respecter ses engagements en matière d'investissement pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050. Le gel des prix de l'énergie par les autorités taiwanaises a permis de contenir jusqu'ici l'inflation à <u>2,81% au T1 2022</u>.

Mongolie

Monnaie : tensions sur le marché de change, plafond imposé sur les transactions en devises.

Les réserves de change en Mongolie l'élèvent à 3,2 Mds USD en avril 2022, soit une chute de 35% sur l'année, et bien en dessous du niveau qu'imposerait la métrique du FMI (de l'ordre de 5 Mds USD). Cette baisse s'explique à la fois par les efforts considérables menés par la Banque centrale en 2021 pour stabiliser la monnaie et maintenir son taux de change avec le dollar, et par le déficit en forte hausse du compte courant (13% du PIB) en raison de l'augmentation drastique du prix des importations.

Face au manque de liquidités étrangères, les banques commerciales mongoles ont imposé un plafond sur les transactions en devises, provoquant des délais importants sur les paiements des exportateurs en Mongolie. La limite quotidienne s'élève à 500 USD par jour par personne. Seuls les secteurs énergétiques, médicaux et alimentaires sont épargnés, étant doté d'un accès privilégié aux devises étrangères auprès de la Banque centrale. Le gouvernement a annoncé un plan d'austérité, après deux années de politique budgétaire expansionniste, notamment avec une limitation immédiate des importations de la puissance publique dans le but d'alléger rapidement la pression sur le marché de change.

Retour au sommaire (ici)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication

Jean-Marc Fenet

Thomas Carré, Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Baptiste Gosson-Brion, Orhan Chiali, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Antoine Moisson, Camille Paillard, Julien Boudet, François Lemal, Dominique Grass, Li Wei, Florian Surre, Valérie Liang-Champrenault, Odile Huang, Charlotte Lau, Max Chang, Alain Berder, Rodolphe Girault, Pascal Millard, Julien Defrance

Axel Demen

Pour s'abonner

camille.paillard@dgtresor.gouv.fr